

LETTRE OUVERTE AU SECRÉTAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES

Bruxelles, 04 Mai 2023

A son Excellence Monsieur António Guterres,
Secrétaire Général
Nations Unies
405 E 42nd St,
New York, NY/10017 USA

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous, membres des communautés Banyamulenge, Hema et Tutsi du Nord Kivu regroupés au sein du Collectif des victimes, nous adressons à votre autorité pour vous alerter quant à notre situation sécuritaire.

Depuis plusieurs années, les communautés Banyamulenge, Hema et Tutsi vivent un processus d'extermination lente à caractère génocidaire dans leur pays la RDC.

Depuis 2017, ce processus a pris des proportions tragiques et il ne se passe pas un jour sans un pogrom dans l'un des villages de nos communautés, sans une destruction de biens voire des assassinats dans des conditions atroces, tout cela dans un climat fanatisé par des discours de haine d'une violence inouïe contenant des appels publics à l'élimination de nos communautés.

Tout cela se déroule dans une indifférence générale savamment entretenue par certains officiers militaires FARDC, en alliance avec des milices illégales telles que CODECO, FDLR, NYATURA, RED TABARA, MaiMai YAKUTUMBA et bien d'autres encore.

Cette complicité, historiquement illégale, reçoit désormais un aval officiel puisque le gouvernement de la République Démocratique du Congo accorde depuis peu à ces groupes armés le statut de milices d'autodéfense, fournissant armes et uniformes à des gens qui, quelques heures plus tôt, pillaient et martyrisaient nos communautés. Désormais, les actes sont les mêmes mais les auteurs de ces crimes sont blanchis par des dirigeants FARDC qui ne se posent plus de question à propos du comportement de ces criminels, rendant l'Etat congolais responsable de leurs exactions.

Alors que nous sommes abandonnés à nous-mêmes et sans aucun secours depuis plusieurs années, nous demandons que les FARDC appuyées par la Monusco s'engagent à accomplir leur mission comme il se doit c.à.d assurer la protection des civils et de leurs biens.

Pourquoi Madame Bintou Keita reste-t-elle sourde à nos demandes ? Pourquoi ne rencontre-t-elle pas les directions de nos associations et nos équipes d'avocats pour examiner la meilleure façon de protéger les populations civiles victimes de ces exactions et de ces atrocités ? Pourquoi reste-t-

E-mail : Info.collectifdesavocats@gmail.com

elle silencieuse dans le confort de sa fonction ? Nous n'exigeons que la protection des civils contre ces milices d'auto-défense.

Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général, des mesures d'urgence devraient être prises pour sauver et protéger les membres de nos communautés qui sont massacrés par la faute de leur identité. Certains voudraient cacher l'existence d'une épuration ethnique à caractère génocidaire menée sans respect de la personne humaine en République démocratique du Congo et pourtant c'est de cela dont il s'agit dans les deux Kivu et en Ituri.

Nous appelons officiellement à l'aide la communauté internationale qui se réunit autour de vous le 6 mai prochain pour votre assistance et protection.

Nous vous prions de donner un mandat précis et impératif à Madame Bintou Keita pour la mise en œuvre de mesures concrètes pour la cessation des exactions dont sont victimes les membres de nos communautés. Si elle ne s'estime pas compétente pour stopper ce drame en cours, nous vous prions de désigner un autre représentant à cet égard. Nos communautés appellent au secours et espèrent que leurs voix jointes dans une même détresse seront mieux entendues.

Nous restons à votre entière disposition et vous prions de croire, Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies, en l'assurance de notre haute considération.

Signé par le Collectif des victimes Banyamulenge, Hema et Tutsi du Nord-Kivu

Dieudonné Ndinda, **Président ISÔKO_USA**

Dieudonné Ndinda

Odette Rwubuzizi, **Présidente ISÔKO_Canada**

Odette Rwubuzizi

Irène Kamanzi, **Présidente ISÔKO_Benelux**

Irène Kamanzi

Me Jospin Mateso Savo, **V/Président Hema**

Me Jospin Mateso Savo

Sabiti Mugara, **Hema United Kingdom**

Sabiti Mugara

Adèle Kibasumba, **Présidente Mahoro Peace Association**

Adèle Kibasumba

Felix Nyirazo Rugobora, **Président Le Collectif Gakondo**

Felix Nyirazo Rugobora

Esperance Nyasezerano, **Présidente Gatumba Refugee Survivors Foundation, Inc.**

Esperance Nyasezerano

Innocent Nteziryayo, **Pour le Collectif des Avocats des parties civiles**

Innocent Nteziryayo

Copie pour information :

- A son Excellence Monsieur Félix Tshisekedi Tshilombo, Président de la RDC Palais de la Nation à Kinshasa;
- A son Excellence Monsieur Azali Assoumani, Président de l'Union Africaine et Président des Iles Comores/Moroni;
- A son Excellence Monsieur Moussa Faki Mahmat, Président de la Commission de l'Union Africaine à Addis Abbeba/Ethiopie;
- A son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye, Président en exercice de l'EAC et Président de la République du Burundi/Gitega;
- A son Excellence Monsieur Félix Tshisekedi Tshilombo, Président de la RDC Kinshasa/Palais de la Nation;
- A son Excellence Monsieur Yoweri Kaguta Museveni, Président de l'Uganda à Kampala;
- A son Excellence Monsieur William Samoei Arap Ruto, Président du Kenya à Nairobi;
- A son Excellence Madame Samia Suluhu Hassan, Présidente de la Tanzanie à Dar-es-Salaam;
- A son Excellence Monsieur Salva Kiir Mayardit, Président du Sud Soudan à Djuba
- A son Excellence Monsieur Paul Kagame, Président du Rwanda à Kigali;
- A son Excellence Monsieur João Manuel Gonçalves Lourenço, Président la CIRGL et Président de l'Angola à Luanda;
- A son Excellence Monsieur Uhuru Kenyatta, ex-Président du Kenya et médiateur dans le conflit de l'Est de la RDC à Nairobi/Kenya:
- Moussa Faki Mahamat Président de la Commission de l'Union africaine (CUA)
- Alice Wairimu Nderitu, Conseillère spéciale des Nations Unies pour la prévention du génocide à New York/USA;
- Karim A. A. Khan, Procureur General de la CPI à la Haye/Pays-Bas:
- Me Bernard Maingain Avocat au Barreau de Bruxelles, Doyen des collectifs des Avocat des Parties civiles à Bruxelles/Belgique